



Cette circulaire action a été spécialement conçue pour soutenir vos efforts de plaidoyer et saisir les opportunités offertes par l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) pour que les enfants puissent jouir d'une meilleure protection contre l'exploitation sexuelle.

Alors que les gouvernements travaillent actuellement au développement de leurs stratégies nationales et des cadres de surveillance pour mettre en œuvre les ODD et rendre compte des progrès accomplis, **le réseau ECPAT est encouragé à agir pour s'assurer que l'éradication de l'exploitation sexuelle des enfants (ESE) est bien considérée comme une priorité.**

À qui s'adresse cette circulaire action?

Cette circulaire a été développée pour soutenir les membres ECPAT et toute autre organisation de la société civile, souhaitant influencer et participer à la mise en œuvre et au suivi des ODD au niveau national, en mettant l'accent sur les ODD concernant l'éradication de l'exploitation sexuelle des enfants.

Le but de la circulaire action

Cette circulaire a pour but de vous aider à créer et à mettre en place une stratégie de plaidoyer pour la mise en œuvre des ODD en lien avec l'exploitation sexuelle des enfants aux niveaux national et local. Cette circulaire vous aidera tout particulièrement :

1. À comprendre le processus des ODD et comment y participer
2. À comprendre quels objectifs stratégiques sont particulièrement importants pour faire avancer le combat contre l'ESE, et les raisons pour lesquelles nous devons nous engager dans ce combat.
3. À élaborer des objectifs, des messages et des

recommandations qui guideront votre travail de plaidoyer.

4. À participer ou à organiser une réunion/consultation sur les ODD, à votre niveau national.

Cette circulaire est la première composante d'une série d'outils et de matériels que le Secrétariat d'ECPAT International va élaborer pour aider les membres du réseau désireux de s'engager au sein du processus des ODD.

L'effort de plaidoyer mondial d'ECPAT

Avec les ODD comme point de départ et avec la promesse des chefs d'États et de gouvernements d'éradiquer l'exploitation sexuelle des enfants dans les quinze prochaines années, les objectifs suivants ont pour but de guider la stratégie de plaidoyer d'ECPAT pour l'année de mobilisation 2016 et post-2016 :

1. La priorité est portée sur la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants ;
2. Les systèmes nationaux de justice et de protection doivent répondre efficacement aux besoins des enfants victimes

Pour atteindre ces objectifs, il est crucial que l'attention au plan national soit portée sur l'importance d'accorder la priorité aux cibles ODD, et de mettre effectivement en œuvre les objectifs stratégiques liés à l'ESE. Un plaidoyer développé au niveau national fera pression sur les gouvernements et les autres parties prenantes majeures, pour les pousser à agir et pour leur rappeler qu'ils seront tenus pour responsables des engagements qu'ils ont pris. Il est également important que nous saisissons cette occasion pour impliquer les survivants d'ESE et les enfants et les jeunes qui sont des acteurs essentiels à la réalisation des objectifs, et dont les voix doivent être mises en avant et placées au centre de toute stratégie de plaidoyer.

avril, 2016

Nous espérons que cette circulaire vous sera utile pour votre stratégie de plaidoyer pour les ODD. Dans un but d'évaluation de notre impact, nous vous demandons de bien vouloir nous communiquer les actions que vous avez mises en place en envoyant un email à France Charlet, directrice du plaidoyer et de la communication : francec@ecpat.net. Nous vous serions particulièrement reconnaissants si vous pouviez nous envoyer votre checklist ODD, afin de nous aider à construire une base de référence pour notre effort commun de plaidoyer.

Que sont les ODD et pourquoi sont-ils importants ?

Les objectifs de développement durable font partie d'un accord passé au niveau mondial et appelé l'agenda 2030. Ils remplacent les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les ODD ont vocation à contribuer à l'éradication de la pauvreté et à atteindre le développement durable pour tous d'ici à 2030. Ils ont été adoptés lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable en septembre 2015 par les États membres de l'ONU et sont entrés en vigueur le 1er janvier 2016.

1 Voir l'annexe 3 pour un comparatif entre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de développement durable (ODD).

Il y a 17 objectifs stratégiques assortis de 169 cibles, qui couvrent des domaines tels que l'égalité des sexes, la pauvreté, les inégalités, la sécurité alimentaire et la santé. Le cadre stratégique comprend également des moyens de mise en œuvre, de financement et des indicateurs pour mesurer les progrès accomplis en faveur de la mise en œuvre des objectifs.

Les ODD ne sont pas juridiquement contraignants, mais constituent néanmoins un engagement politique fort par lequel les gouvernements et autres parties prenantes ont promis de prendre des mesures concertées en faveur du développement pour tous. Ils offrent une vision puissante et innovante pour un monde meilleur et ont pour but de guider les politiques, les programmes et les allocations de ressources des 15 prochaines années.

(Vous pouvez vous référer aux précédentes communications du secrétariat international sur les ODD, sur le Hub)

L'exploitation sexuelle des enfants au sein des ODD

Parmi les ODD, trois objectifs stratégiques et quatre cibles sont directement en lien avec le mandat d'ECPAT :

ODD ET CIBLES DIRECTEMENT LIÉS À L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS



Objectif 5. ÉGALITÉ DES SEXES

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Cible 5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation

Cible 5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine



Objectif 8. TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Cible 8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes



Objectif 16. PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES ET RESPONSABLES

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

Cible 16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

Quelle est la prochaine étape pour le processus des ODD ?

Les gouvernements nationaux seront tenus pour premiers responsables de la mise en œuvre des ODD. Beaucoup de gouvernements ont déjà créé des plans nationaux de développement durable prévoyant des actions spécifiques pour la mise en œuvre des objectifs.

La mise en œuvre des ODD se déroulera également au niveau régional. Le niveau régional aura une fonction de soutien pour l'élaboration des politiques stratégiques. Tout comme les gouvernements nationaux, les mécanismes régionaux peuvent définir des actions prioritaires spécifiques pour la région, développer des indicateurs régionaux pour suivre les progrès accomplis et concevoir des cadres politiques régionaux ou plans dédiés aux ODD.

Pour suivre les progrès accomplis quant à la réalisation des ODD et pour promouvoir la responsabilité des parties prenantes, un mécanisme de suivi et d'examen de la mise en œuvre des objectifs sera créé et agira à quatre niveaux différents : national, régional, mondial et par thème. Le forum politique de haut niveau sur le développement durable, créé en 2012 à la Conférence de Rio, jouera un rôle central de supervision des processus de suivi et d'examen au niveau mondial, tandis que le suivi aux niveaux national et régional sera effectué respectivement par les gouvernements et les institutions régionales.

Comment savoir si les objectifs sont atteints ?

Le succès des ODD sera mesuré à l'aide d'un ensemble d'indicateurs globaux qui seront appliqués à tous les pays. Chaque cible ODD est associée à plusieurs indicateurs. Ces indicateurs constitueront l'épine dorsale du suivi et de l'examen des progrès accomplis en faveur des ODD et fourniront un outil utile pour éclairer les politiques et pour garantir la responsabilité des parties prenantes. Un Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux ODD (IAEG-SDGs) a proposé un cadre d'indicateurs globaux qui sera proposé pour adoption à l'ECOSOC et à l'Assemblée générale de l'ONU. Les indicateurs globaux seront traduits en indicateurs nationaux qui reflèteront les priorités et besoins spécifiques de chaque pays.

Le cadre d'indicateurs globaux élaboré et proposé par l'IAEG comprend huit indicateurs pour les cibles 5.2, 5.3, 8.7 et 16.2. Notons qu'ECPAT a contribué au succès de la campagne de plaidoyer de haut niveau qui demandait l'inclusion de l'indicateur 16.2.3 au sein du cadre d'indicateurs. L'indicateur 16.2.3 associé à la cible 16.2

est essentiel pour l'évaluation des progrès accomplis pour mettre fin à toutes les formes de violences sexuelles contre les enfants, y compris l'exploitation sexuelle des enfants, garçons et filles, âgés de 0 à 17 ans.

Saisir l'opportunité

En adoptant les ODD, tous les pays du monde se sont engagés à mettre fin à toutes les formes d'exploitation sexuelle. En particulier, les cibles 8.7 et 16.2 sont expressément liées au travail d'ECPAT contre l'exploitation des enfants par la prostitution, la pornographie, la traite des enfants à des fins sexuelles et l'ESE lors des voyages et du tourisme. Les ODD nous fournissent une plate-forme puissante pour accélérer les efforts communs entrepris contre ces crimes intolérables.

Maintenant que la mise en œuvre de l'agenda 2030 a commencé, transformer ces cibles ambitieuses en actions concrètes est essentiel afin que cette vision du monde où chaque enfant peut grandir libre de toute exploitation sexuelle devienne réalité. Il est crucial de garantir que l'éradication de l'ESE ne soit pas oubliée ou vidée de sa substance lorsque les ODD seront traduits en politiques nationales et régionales.

En plus d'apporter un regain d'attention à l'ESE, les ODD offrent également l'opportunité à ECPAT d'étendre et d'affiner son travail de recherche et ses programmes, d'améliorer la collecte de données, et de rejoindre des partenariats déjà existants ou d'en créer de nouveaux. Avec les ODD, la société civile est considérée comme un acteur clé pour la mise en œuvre des objectifs. En ajustant ses propres stratégies à l'agenda 2030, ECPAT peut renforcer sa position d'interlocuteur privilégié pour aider les gouvernements à prendre leurs responsabilités et tenir leurs engagements pour éradiquer l'ESE ; pour mobiliser les partisans à la cause ; pour sensibiliser le public et les groupes cibles ; pour favoriser une participation significative des enfants et des jeunes ; et pour lever plus de fonds pour continuer son travail.

Passer à l'action

Dans les mois et années à venir, les membres d'ECPAT seront régulièrement encouragés à interpeler les représentants locaux et les gouvernements pour que ces derniers accordent la priorité aux cibles ESE. Afin que notre travail de plaidoyer soit efficace, il est important de le planifier soigneusement. Planifier est une partie essentielle de toute stratégie de plaidoyer réussie, et les actions proposées ci-dessous vous permettront d'être plus efficaces et d'avoir plus d'influence.



1. Renseignez-vous Renseignez-vous sur les engagements pris par votre gouvernement et les autres parties prenantes aux niveaux national et régional. Servez-vous des enseignements tirés lors de la phase de mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement au sein de votre contexte local. Vous devez également identifier les obstacles que vous pourriez rencontrer lors de la mise en œuvre des ODD. En utilisant la checklist ODD dans l'annexe 1, recueillez les informations essentielles qui vous permettront de développer votre plan de plaidoyer.



2. Définissez vos objectifs prioritaires pour les 5 prochaines années. Quel est le changement que vous voulez obtenir au niveau national en lien avec les cibles ODD qui se rapportent à l'ESE ? Il est important de prendre en compte votre contexte national avant de décider votre stratégie de plaidoyer prioritaire. Assurez-vous que vos objectifs sont bien spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps (SMART : Specific, Measurable, Achievable, Relevant, Time-bound), et n'hésitez pas à contacter l'équipe de plaidoyer et communications du secrétariat international si vous voulez en discuter.



3. Identifier votre public cible Qui sera en mesure de réaliser les changements que vous avez en tête ? Renseignez-vous sur le processus de planification de la mise en œuvre des ODD et faites un inventaire des ministères et agences gouvernementales responsables de la mise en œuvre des ODD au niveau national. Pensez également aux autres ministères clés qui pourraient soutenir votre démarche, par exemple : ministère des Affaires sociales, ministère de la Justice, ministère de l'Intérieur, ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Éducation, ministère/département du Tourisme, et des organismes nationaux, régionaux ou locaux de protection de l'enfance.



4. Identifiez vos alliés et communiquez avec eux ECPAT favorise le travail en partenariat et la formation de coalitions. Le réseau ECPAT a obtenu de nombreux succès grâce au travail en partenariat avec d'autres acteurs. Collaborer avec des organisations partageant les mêmes idées que vous peut vous permettre de renforcer votre travail de plaidoyer, accroître votre crédibilité et réduire le poids des ressources. Par ailleurs, le pouvoir d'un groupe d'organisations parlant toutes d'une même voix peut être un outil puissant que les gouvernements auront des difficultés à ignorer ! Recherchez les ONG, les coalitions et autres groupes travaillant sur ces ODD liés à l'éradication de l'exploitation sexuelle des enfants. Il est possible que leur objet soit plus large que l'ESE ou que la violence envers les enfants. Ce n'est pas grave — il suffit de nous assurer que l'ESE est bien intégrée au sein des stratégies et programmes plus larges.



5. Identifier les opportunités idéales pour lancer votre stratégie de plaidoyer Ces opportunités peuvent être d'origine interne (par exemple : le lancement des lignes directrices de terminologie pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels ; le lancement de l'étude mondiale sur l'exploitation sexuelle des enfants lors des voyages et du tourisme) ; ou externe. D'autres ONG peuvent par exemple rédiger une lettre collective à votre gouvernement ou votre gouvernement peut ouvrir une consultation concernant la mise en œuvre et le suivi des ODD — vous pouvez fournir votre avis et vos commentaires, et expliquer votre position. Voir la communication ECPAT Royaume-Uni : http://www.ecpat.org.uk/sites/default/files/ecpat_uk_written_submission_to_idc_inquiry_on_sdgs_sep_2015.pdf



6. Déterminer les types de messages qui pourront convaincre votre public cible, en utilisant les suggestions de l'annexe 2. Il est important de diffuser des messages clairs et cohérents qui vont marquer votre audience et qui comprennent des données valides. Des messages de plaidoyer forts permettront de forcer les décideurs politiques à agir. Assurez-vous d'adapter vos messages en fonction du public auquel ils sont destinés, et assurez-vous qu'ils contiennent un appel à l'action clair. Assurez-vous que les ODD sont mentionnés dans tous vos matériels de communication (ex. : discours, communiqués de presse, site internet).



7. Discutez du plan de plaidoyer de votre organisation avec vos collègues. Il est probable que chaque personne au sein de votre organisation soit impliquée ou affectée par votre stratégie de plaidoyer. Organisez une réunion afin d'obtenir le soutien de vos collègues, de recueillir des suggestions et commentaires, et de vous assurer que les objectifs et messages sont compris par tous.

Une fois que vous avez mis en place les mesures ci-dessus (et certains membres l'auront fait avant même d'avoir reçu cette circulaire), commencez à mettre en place votre stratégie de plaidoyer. Avant de décider si le moment est opportun pour lancer votre stratégie de plaidoyer, il est important d'évaluer la pertinence de ce moment pour la mise en œuvre des ODD, votre capacité à influencer les décideurs politiques, la possibilité ou non de construire un partenariat avec de nouvelles parties prenantes, ou les risques existants à considérer.



8. Élaborez un document informatif pour les décideurs politiques sur le besoin de donner la priorité aux cibles ESE au sein du processus de mise en œuvre des ODD.



9. Assurez-vous que toutes les nouvelles recherches publiées comprennent des recommandations en lien avec la mise en œuvre des ODD.



10. Organisez une réunion ou une discussion avec des jeunes et d'autres organisations œuvrant pour l'éradication de l'ESE, et invitez les décideurs politiques à participer. Il peut s'agir d'une consultation informelle, ou d'une réunion de haut niveau comme celle qui s'est tenue à Colombo au Sri Lanka en mars 2016, <https://networkhub.ecpat.net/content/10718>.



11. Profitez de la réunion pour diffuser votre document informatif ainsi que des appels à l'action clairs à destination des décideurs politiques et des médias.



12. Impliquez des enfants et des jeunes avant et pendant la réunion — les enfants et les jeunes, et notamment les survivants d'exploitation sexuelle, devraient être inclus tout au long du processus. EICYAC jouera un rôle clé pour faciliter une participation significative des enfants et des jeunes (vous trouverez un guide spécifique sur comment promouvoir la responsabilité des enfants et des jeunes au sein du processus ODD au lien suivant : <http://restlessdevelopment.org/file/follow-up-and-review-how-to-scale-up-ambition-on-youth-led-accountability-for-the-sdgs-pdf>)

(pour toute question, contactez Ommera Ahmed, Responsable de la participation des enfants et des jeunes à ECPAT International : ommeraa@ecpat.net).

FIND OUT MORE

En savoir plus :

<https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

L'annexe 3 est un comparatif entre les ODD aux OMD

Liste des évènements à venir en lien avec le processus de mise en œuvre des ODD : <http://www.iisd.ca/upcoming/?proc=11>

<https://sustainabledevelopment.un.org/majorgroups/national-capacity-building> a pour but de fournir aux parties prenantes un éventail de ressources liées au renforcement des capacités au niveau national pour le suivi et l'examen de l'agenda 2030 pour un développement durable et le forum politique de haut niveau sur le développement durable, y compris des matériels éducatifs, les observations importantes des parties prenantes, ainsi que des informations concernant les activités nationales de renforcement des capacités entreprises par le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

Transcription du webinaire ECPAT : Introduction au plaidoyer : <https://networkhub.ecpat.net/content/7782#folder=7783>

1. Quelle est l'importance des ODD par rapport à mon travail ?

Comment les ODD liés à l'ESE sont-ils connectés avec mes activités de programme/de plaidoyer/ou autre activité, et comment les ODD affectent-ils ces activités ?

2. Quelle importance les ODD revêtent-ils pour mon gouvernement ?

Mon gouvernement a-t-il soutenu l'adoption des ODD ou l'insertion des cibles liées à l'ESE avant septembre 2015 ?

Mon gouvernement a-t-il émis des objections spécifiques contre certaines cibles des ODD ?

Mon gouvernement participe-t-il aux examens volontaires nationaux de la session 2016 du forum politique de haut niveau sur le développement durable ?

Après l'adoption des ODD — mon chef d'État a-t-il effectué des déclarations concernant l'ESE ou la violence envers les enfants ?

Quel(s) ministère(s) ou organisme(s) gouvernemental/gouvernementaux sont responsables de la mise en œuvre des cibles ODD et en particulier des cibles liées à l'ESEC ?

Mon gouvernement va-t-il organiser une consultation sur les ODD ? Quelle est la portée de cette consultation ? À qui cette consultation est-elle ouverte ?

Mon gouvernement a-t-il pris des engagements financiers pour la mise en œuvre des ODD liés à l'ESE ?

Mon gouvernement a-t-il commencé à travailler sur les mécanismes et indicateurs de suivi de la mise en œuvre du développement au sein du pays ?

3. Quelle importance les ODD revêtent-ils pour la société civile et le secteur privé ?

Les ONG de développement ou des droits de l'homme ou encore les coalitions principales ont-elles réagi publiquement à l'adoption des ODD ? Lesquelles ?

Des campagnes d'information du public ont-elles été organisées avant/après l'adoption des ODD ?

Les ONG nationales ont-elles participé aux consultations nationales initiales post-2015, ou aux consultations ultérieures sur les indicateurs ?

Existe-t-il des ONG nationales faisant partie du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants (Global Partnership to End Violence Against Children) ? Lesquelles ?

4. Quelle importance les ODD revêtent-ils pour le public ?

La presse nationale fait-elle référence aux ODD ?

Existe-t-il des initiatives citoyennes liées aux ODD ?

S'il y a des élections nationales ou locales prévues prochainement dans votre pays, les ODD figurent-ils au sein des débats publics et des programmes des candidats ?

Les objectifs de développement durable (ODD) et l'exploitation sexuelle des enfants (ESE)

Vous trouverez ci-dessous une sélection des messages et recommandations qui sont détaillés au sein des publications ECPAT. Nous encourageons les membres ECPAT à désigner spécifiquement les rapports et documents d'orientation lorsqu'ils s'adressent aux décideurs politiques. Pour toute autre information, contactez France Charlet, directrice du plaidoyer et de la communication à ECPAT International (francec@ecpat.net)

- Les cibles liées à l'ESE doivent être placées en priorité aux niveaux national et régional. Les États doivent créer ou renouveler leurs plans contre l'ESE ou intégrer l'ESE au sein des cadres politiques qui seront créés pour mettre en œuvre les ODD, par exemple, des plans contre la violence envers les enfants, ou contre le travail des enfants.
- Des indicateurs spécifiques doivent être créés pour assurer un suivi effectif de la mise en œuvre des cibles en liant avec l'ESE.
- Mettre fin à l'ESE est la clé pour atteindre les autres cibles des ODD. En particulier, investir dans des systèmes de protection effectifs, en mettant l'accent sur des programmes de prévention conçus et financés de manière adéquate, afin d'éviter de lourdes charges sociales et économiques à l'avenir, et d'assurer la réalisation de l'ODD 3 (bonne santé et bien-être de tous à tout âge). Actuellement, l'ampleur de l'exploitation sexuelle des enfants en fait une urgence de santé publique¹.
- La collaboration intersectorielle est essentielle : les gouvernements pourraient créer des plates-formes pour la participation des organisations de la société civile défendant les droits des enfants, ainsi que pour la participation d'autres acteurs clés (en particulier le secteur privé, les communautés, les survivants et les enfants et jeunes eux-mêmes) pour la création des indicateurs, mais également pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques nationales pour les ODD.
- Les entreprises travaillant dans les secteurs qui sont impliqués dans l'ESE (en particulier les technologies de l'information et des communications ou l'industrie du voyage et du tourisme) sont particulièrement bien placées pour atteindre les ODD liés à l'ESE. Les entreprises privées ne peuvent pas se contenter d'être des spectateurs passifs, et devraient être activement impliquées dans la protection des droits des enfants.
- Des ressources financières plus importantes devraient être attribuées au combat contre l'exploitation sexuelle des enfants. Les donateurs publics et privés devraient donner la priorité à l'investissement pour la prévention de l'ESE, et notamment pour l'amélioration de notre compréhension collective concernant ce qui motive les délinquants pédosexuels à commettre des crimes.
- L'impunité dont bénéficient les criminels qui exploitent sexuellement les enfants doit cesser. Ceci ne peut être accompli qu'en renforçant les capacités d'application de la loi et en combattant la corruption.

¹ L'étude sur les expériences traumatiques de l'enfance (Adverse Childhood Experiences Study) a montré les conséquences dramatiques des abus sexuels d'enfants sur la santé des survivants, y compris la dépression, la consommation d'alcool et autres substances, et une espérance de vie plus courte <http://www.acestudy.org/>

Les ODD remplacent les OMD, et sont construits sur la base des résultats obtenus et des enseignements tirés du précédent cadre pour le développement.

RÉSULTATS ET LEÇONS TIRÉES DES OMD

Les OMD constituaient un ensemble de 8 objectifs de développement signés par les gouvernements en 2000, avec la promesse d'atteindre les objectifs prévus en 2015. Ils ont permis de galvaniser des efforts sans précédent pour répondre aux défis concernant le développement, et ont contribué à des progrès substantiels dans de nombreux domaines, tels que la réduction de la pauvreté, la parité des sexes au sein de l'enseignement primaire, l'accès à l'eau potable et la réduction de la mortalité infantile. Ils ont été particulièrement efficaces concernant l'amélioration de la santé au niveau mondial, tout en inspirant l'augmentation de l'aide provenant du secteur privé et en attirant l'attention sur les lacunes et les échecs des politiques. Toutefois, un certain nombre de limitations ont entravé le succès des OMD. Les progrès au sein des différents domaines et dans les différents pays ont été inégaux, avec l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud systématiquement en retard. Les OMD se concentraient principalement sur les personnes faciles à atteindre, laissant sur le côté les personnes les plus démunies et les personnes les plus désavantagées en raison de leur sexe, de leur âge, d'un handicap ou de leur appartenance ethnique. Le cadre de développement précédent négligeait les discriminations dont sont victimes les femmes et d'autres groupes désavantagés structurellement (comme les personnes souffrant d'un handicap), et ne faisait pas suffisamment référence aux principes des droits de l'homme. La responsabilité dans le cadre du processus des OMD était entravée par des facteurs tels qu'un manque d'attribution claire des responsabilités de chaque acteur pour la mise en œuvre des objectifs aux niveaux local, national et mondial ; un manque de réelle motivation ; et une mauvaise qualité couplée d'une disponibilité limitée des données permettant l'évaluation des progrès réalisés en faveur des OMD. Enfin, les OMD ont été largement développés à huit clos par les pays de l'OCDE et les organismes donateurs internationaux, avec peu ou aucune consultation des pays en voie de développement, de la société civile ou d'autres parties intéressées, aboutissant à une appropriation insuffisante des OMD par les parties clés.

Les discussions de la communauté internationale concernant la démarche à suivre pour donner suite aux OMD ont commencé en 2011 et ont impliqué les gouvernements, les universitaires, le secteur privé, la société civile et les citoyens, y compris les enfants et les jeunes. En effet, malgré le fait que les décisions définitives aient été prises par les gouvernements au sein de l'ONU, les ODD ont été créés grâce à la participation de nombreux acteurs. Dans un effort de sonder l'opinion publique sur ce que les ODD devraient inclure, l'ONU a mené le plus grand programme de consultation de son histoire, en soutenant entre autres, 11 thématiques et 83 consultations nationales ainsi que des sondages au porte-à-porte et à l'échelle mondiale. Grâce à ce large processus consultatif, les ODD ont favorisé un sentiment d'appropriation parmi les acteurs clés et sont censés offrir une meilleure réponse aux expériences et aux priorités des personnes au niveau local.

1 <http://www.theguardian.com/global-development/2015/jan/19/sustainable-development-goals-united-nations>

Les ODD sont destinés à compléter ce que les OMD n'ont pas pu atteindre, tout en allant beaucoup plus loin. Comme le montre clairement le tableau ci-dessous, un certain nombre de différences entre les ODD et les OMD illustre le changement de paradigme qui a eu lieu avec l'adoption de l'agenda 2030.

OMD	ODD
Ils se concentraient sur la réduction de la pauvreté au sein des pays en voie de développement	Ils sont universels et sont applicables à TOUS les pays du monde, indépendamment du niveau de développement des pays.
Ils n'avaient pas pour but de réduire les causes de la pauvreté, ou les causes des inégalités.	Ils répondent aux causes profondes de la pauvreté et contiennent des engagements explicites et transversaux pour « ne laisser personne derrière ».
Ils aspiraient à réduire la pauvreté et d'autres problèmes sociaux	Ils sont plus ambitieux que les OMD en ce qu'ils aspirent à éradiquer plutôt que de réduire, la pauvreté et d'autres problèmes sociaux (aussi appelé « les objectifs et cibles zéros ») et comprennent un certain nombre de cibles exigeantes dans de nombreux domaines (ex. égalité des sexes, éducation, etc.)
Ils étaient principalement orientés vers le développement	Ils sont profondément ancrés au sein des droits de l'homme et sont plus inclusifs, en répondant à plusieurs problématiques qui n'étaient pas reflétées par les OMD (ex. le changement climatique, l'importance de la paix et de la justice pour tous, la gouvernance, etc.)
Ils n'ont rien prévu quant au suivi, à l'examen et aux entités responsables de leur mise en œuvre	Ils prévoient un mécanisme de suivi et d'examen et appellent à une « révolution des données »
Ils ont été créés avec une participation très faible des gouvernements et autres parties concernées	Les gouvernements ainsi que d'autres parties prenantes, y compris la société civile, ont participé à leur développement et seront responsables de leur mise en œuvre, leur suivi et leur examen